

Free Distribution

Santé
les compléments alimentaires sont dangereux pour la santé, voire mortels, alerte l'Anses
Page 7

Insolite
la robe d'Arielle Dombasle comparée à une lampe Ikea... par Ikea
Page 7

Le Quotidien

Sciences
Pour atterrir sur la Lune : il vous faudra attendre environ 13 heures de vol
Page 7

Check nous online : <https://lequotidien.net>

Deuxième Partie Rajen Valayden conteste le renvoi des élections municipales

L'amendement apporté à la loi n'est pas anti-constitutionnel

Pour l'habitant de Rose Hill, Rajen Valayden, le renvoi des élections municipales pour une période additionnelle de deux ans est anticonstitutionnel. Il a logé une plainte pour contester ce renvoi. Il a été désavoué.

En effet, le cheffe juge Rehanna Mungly-Gulbul et le juge David Chan Kan Cheong ont rejeté sa plainte, étant d'avis que la loi renvoyant les élections municipales n'est pas anticonstitutionnelle. (Voir jugement en page 2, 3 et 4)

Football
Manchester United « prend une décision » sur le transfert du milieu de terrain de 54,1 millions de livres sterling après une saison malchanceuse »

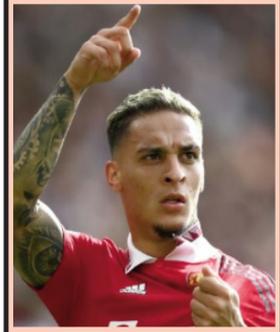
Distinction

Le Président Roopun honoré du prestigieux Grand Collier d'Henri le Navigateur par le Président portugais



Le Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, actuellement en visite d'État au Portugal dans le cadre de la septième édition du Forum Euro-Africain, a été honoré du prestigieux Grand Collier de l'Ordre du Prince Henri le Navigateur, qui lui a été remis par le Président de la République du Portugal, M. Marcelo Rebelo de Sousa. Cette distinction importante, décernée dans la salle des ambassadeurs, symbolise les liens profonds et durables entre l'île Maurice et le Portugal. Cette décoration reconnaît les contributions du Président au renforcement des relations bilatérales et souligne le respect mutuel et la coopération entre les deux nations. La délégation mauricienne, accompagnant le Président Roopun au Portugal, comprend le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Joyker Nayeck; l'ambassadeur de Maurice au Portugal avec résidence à Paris, M. Rajen Valaydon; le conseiller du ministre, M. Thailish Kumar Chamane; et un représentant de l'Economic Development Board et de la Mauritius Tourism Promotion Authority. La visite d'État a débuté par une réception officielle sur la Praça do Império, à Lisbonne, avec des honneurs et des hymnes militaires, suivie d'une cérémonie de dépôt de gerbes sur la tombe de Luís Vaz de Camões dans l'église Santa Maria de Belém du Mosteiro dos Jerónimos. Le Président mauricien s'est ensuite rendu au Palais de Belém, résidence officielle du Président portugais, pour un tête-à-tête avec ce dernier, qui a été suivi d'une réunion prolongée entre les délégations mauricienne et portugaise. La délégation portugaise était composée de la Secrétaire d'État aux Affaires européennes, Mme Inês Domingos; de l'Ambassadeur du Portugal à Maurice, M. António Costa Moura; du Chef de la Maison civile du Président, M. Fernando Frutuoso de Melo; du Chef de la Maison militaire, le Vice-amiral Luís Sousa Pereira; de la Conseillère diplomatique, l'Ambassadrice Maria Amélia Paiva; et de la Conseillère aux Relations internationales, Mme Carmen Silvestre.

Le Président Roopun a exprimé sa profonde gratitude au Président Marcelo Rebelo de Sousa pour l'invitation à la visite d'État et pour l'hospitalité chaleureuse offerte à sa délégation à Lisbonne. Il a salué l'impressionnant rebond économique du Portugal, ses politiques durables et sa stabilité politique, qui en ont fait une économie dynamique et exemplaire en Europe. Il a salué les excellentes relations bilatérales et diplomatiques entre Maurice et le Portugal, fondées sur le respect mutuel, les valeurs démocratiques partagées et la bonne gouvernance. Le Président de la République de Maurice a souligné l'importance de la coopération à trois niveaux : bilatéral, continental et soutien conjoint à l'Afrique, et questions internationales. Au niveau bilatéral, les principaux domaines, mis en avant, comprenaient le commerce, les liens économiques, le développement des infrastructures, les énergies renouvelables, la pêche et l'économie bleue. Sur le plan continental, les initiatives de coopération ont donné la priorité à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au développement de la jeunesse, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. En outre, les partenariats de tourisme durable entre l'Afrique et l'Union européenne ont été soulignés comme faisant partie intégrante du développement régional. Sur le plan international, Maurice et le Portugal ont affirmé leur engagement à promouvoir le multilatéralisme, à relever les défis du changement climatique et à soutenir les petits États insulaires en développement vulnérables. Ces efforts ont souligné leur engagement commun en faveur de la stabilité mondiale et des initiatives en faveur du développement durable. La réunion s'est conclue par un communiqué de presse. Un dîner officiel a également été offert par le Président de la République du Portugal en l'honneur du Président de la République de Maurice et de son épouse.



Actualité sur les transferts de Manchester United : Ten Hag lève le voile sur les projets de transfert de De Ligt



Quel sera le prochain club d'Adrien Rabiot



suite de l'édition précédente

Rajen Valayden conteste le renvoi des élections municipales

L'amendement apporté à la loi n'est pas anti-constitutionnel

The following passage from Khoyratty (*supra*) further provides a useful insight into the approach to be adopted for an interpretation of the term "democratic State" in Section 1 of the Constitution:

"29.... Having regard, in particular, to the specially entrenched status of section 1, in my view it would be wrong to say that the concept of the democratic state to be found there means nothing more than the sum of the provisions in the rest of the Constitution, whatever they may be at any given moment. Rather, section 1 contains a separate, substantial, guarantee. On the other hand, what matters is the content of the concept of a democratic state as that term is used in section 1 and not just generally. That said, the Constitution is not to be interpreted in a vacuum, without any regard to thinking in other countries sharing similar values" (Underlining ours)

At paragraph 12 Lord Steyn said:

"... The idea of a democracy involves a number of different concepts. The first is that the people must decide who should govern them. Secondly, there is the principle that fundamental rights should be protected by an impartial and independent judiciary. Thirdly, in order to achieve a reconciliation between the inevitable tensions between these ideas, a separation of powers between the legislature, the executive, and the judiciary is necessary." The Judicial Committee in *Matadeen D and Anor v. Pointu M. G. C. and Ors* (1997 PRV 14) pointed out that whilst interpreting the provisions of a Constitution, the Court is actually concerned with the meaning of the language used and may not instead have a general resort to values:

"7. ... The background of a constitution is an attempt, at a particular moment in history, to lay down an enduring scheme of government in accordance with certain moral and political values. Interpretation must take these purposes into account. Furthermore, the concepts used in a constitution are often very different from those used in commercial documents. They may expressly state moral and political principles to which the judges are required to give effect in accordance with their own conscientiously held views of what such principles entail. It is however a mistake to suppose that these considerations release judges from the task of interpreting the statutory language and enable them to give free rein to whatever they consider should have been the moral and political views of the framers of the constitution. What the interpretation of commercial documents and constitutions have in common is that in each case the court is concerned with the meaning of the language which has been used. As *Kentridge A.J.* said in giving the judgment of the South African Constitutional Court in *State v. Zuma* [1995] (4) B.C.L.R. 401, 412:-

"If the language used by the lawgiver is ignored in favour of a general resort to 'values' the result is not interpretation but divination". (Underlining ours)

It is also appropriate to refer to what Lord Bingham stated in *Reyes v. The Queen* [2002] 2 AC 235 and which was cited with approval in *Commissioner of Prisons v Seeparsad* [2021] UKPC 13:

"21.... Decided cases around the world have given valuable guidance on the proper approach of the courts to the task of constitutional interpretation: see, among many other cases, *Weems v United States* (1909) 217 US 349, 373; *Trop v Dulles* (1958) 356 US 86, 100-101;

Minister of Home Affairs v Fisher [1980] AC 319, 328; *Union of Campement Site Owners and Lessees v Government of Mauritius* [1984] MR 100, 107; *Attorney General of The Gambia v Momodou Jobe* [1984] AC 689, 700-701; *R v Big M Drug Mart Ltd* [1985] 1 SCR 295, 331; *State v Zuma* 1995 (2) SA 642; *State v Makwanyane* 1995

(3) SA 391 and *Matadeen v Pointu* [1999] 1 AC 98, 108. It is unnecessary to cite these authorities at length because the principles are clear. As in the case of any other instrument, the court must begin its task of constitutional interpretation by carefully considering the language used in the Constitution. But it does not treat the language of the Constitution as if it were found in a will or a deed or a charterparty. A generous and purposive interpretation is to be given to constitutional provisions protecting human rights. The court has no licence to read its own predilections and moral values into the Constitution, but it is required to consider the substance of the fundamental right at issue and ensure contemporary protection of that right in the light of evolving standards of decency that mark the progress of a maturing society: see *Trop v Dulles* 356 US 86, 101. In carrying out its task of constitutional interpretation the court is not concerned to evaluate and give effect to public opinion." (Underlining ours)

The question which arises in the first place in the present matter is whether the further extension of the life of the Municipal Councils and postponement of the Municipal elections by Section 12A(1A) violate any of the entrenched provisions of the Constitution, including in particular Section 1 of the Constitution which prescribes that 'Mauritius shall be a sovereign democratic State'.

There is a presumption of constitutionality which applies to any enactment by Parliament and the burden lies on the plaintiff to establish the invalidity of the impugned legislation on the ground that it contravenes the Constitution. It has been reiterated by the Judicial Committee of the Privy Council in *Grant v. The Queen (Jamaica)* [2006] UKPC 2 "that the constitutionality of a parliamentary enactment is presumed unless

it is shown to be unconstitutional, and the burden on a party seeking to prove invalidity is a heavy one".

It is also pertinent to bear in mind the statement of the Judicial Committee in

Seeparsad (supra) at paragraph 22 which is to the effect that: "... the court engaged in the interpretation exercise must be alert to the historical context of the constitutional instrument in question. It is trite to add that the constitutional provision under scrutiny must be construed by reference to the whole of the instrument in which it is contained."

The *Maharaj* cases

Mr. Bhuckory, Counsel for the plaintiff relied on the case of *Ravi Balgobin Maharaj v The Cabinet of the Republic of Trinidad and Tobago* and another [2023] UKPC 17 ("1st *Maharaj* case") to buttress his argument that the right to free and periodical local government elections falls within the purview of Section 1 of the Constitution. He relied in particular on several extracts of the judgment including the following passage:

"31.... It is also an essential element of any democratic form of government, whether at a national or a local level, that the electorate choose their representatives for a limited period. The right to vote out representatives is as important as the right to vote in representatives."

Mr. Bhuckory also referred us to the following passage from a decision of the Judicial Committee of the Privy Council in *Attorney General of Trinidad and Tobago v Vijay Maharaj* [2023] UKPC 36 ("2nd *Maharaj* case") which addressed Section 1 of the Constitution of Trinidad and Tobago. He pointed out that the Judicial Committee highlighted that the primary structural feature of a democratic State is that people should be able to choose their representatives:

"77. In the Board's view, section 1 of the Constitution of Trinidad and Tobago is concerned with structural features of the state which go to the essence of the way in which it is governed. Those structural features must be those of a sovereign and democratic state. In this appeal the Board is concerned in particular with the second of those features, the concept of a democratic state. The primary structural feature of a democratic state is that the people shall be able to choose their representatives and, at least indirectly, their government: see eg *Maharaj v Cabinet of the Republic of Trinidad and Tobago* [2023] UKPC 17; [2023] 1 WLR 2870, at para 31, where Lord Richards said" (Underlining ours)

He submitted that the above principles are also applicable in Mauritius inasmuch as Section 1 of the Constitution of Trinidad and Tobago and of Mauritius is identically worded.

The 1st *Maharaj* case

In the 1st *Maharaj* case, Parliament in Trinidad and Tobago had enacted the *Miscellaneous Provisions (Local Government Reform) Act 2022*, which extended the period of office of Councillors and Aldermen from 3 years to 4 years. As a result, they would serve an additional term of one year, with local Council elections being postponed for one year. The appellant challenged the validity of the legislation on the ground that the amendments contravened entrenched rights under the Constitution of Trinidad and Tobago.

Before the trial Court and the Court of Appeal in Trinidad and Tobago, the plaintiff had based his case primarily on the constitutionality of the amendment. The Court of Appeal held that the amendment did not breach the Constitution of Trinidad and Tobago.

Before the Judicial Committee of the Privy Council the plaintiff's primary case was no longer based on the Constitution but it was rather "presented ... as a secondary argument". The principal issue was whether "as a matter of construction, applying relevant principles of construction, the amendments of sections 11 and 12 of the (Municipal Corporation Act 1990) apply to incumbent Councillors and Aldermen at the time that the amendments came into force". (Underlining ours)

The plaintiff thus rested his case on the interpretation and applicability of the amendments brought by an ordinary statute which extended the period of office of Councillors and Aldermen by one year.

The Judicial Committee first dealt with the submission based on an alleged breach of the Constitution and although there was no unanimity on the outcome of the appeal, the Judicial Committee unanimously found that the argument challenging the constitutionality of the impugned legislation in Trinidad and Tobago could not stand.

Lord Richards who delivered the majority judgment in the case explained that there is no breach of the Constitution - "... However, on any footing, the absence of any detailed provisions concerning local government elections leads to the inevitable conclusion that a change in the length of the terms of office of incumbent Councillors and Aldermen cannot amount to a contravention of the Constitution. The term of which representatives have been elected is important but an increase by one year in the term of incumbent Councillors and Aldermen does not of itself breach any provision of the Constitution" [para. 20] and Lord Richards added at paragraph 35 that:

"Given that the application of the amendments to incumbent Councillors and Aldermen would not alter rights guaranteed by the Constitution, it is clear that it is within the legislative competence of Parliament to make the amendments, if that were their effect"

Furthermore, Lord Briggs, who gave the dissenting judgment, agreed that Parliament was empowered to pass the Act which extended the term of office of the Councillors:

"53. ... First, nothing in the Constitution of Trinidad and Tobago prevents Parliament altering the term of office of elected local government office holders from that in force at the time of their election, whether by extension or abridgment, or prevents Parliament from thereby altering the periodicity of local government elections. This is so even if the right to vote in local elections is an aspect of the right of free expression of political opinion which is protected in general terms by the Constitution." (Underlining ours)

The Constitution of Trinidad and Tobago incorporates a "right of free expression of political opinion", which is referred to by Lord Briggs in the abovementioned extract whilst considering whether the right to vote in local elections is protected by the Constitution. Section 4(e) of the Constitution of Trinidad and Tobago expressly provides for the "right to join political parties and to express political views" independently of any fundamental right to freedom of expression. Over and above its Section 1 and Section 4(e), the Constitution of Trinidad and Tobago, unlike the Mauritian Constitution, contains the following democratic assertion in its Preamble:

"17. Whereas the People of Trinidad and Tobago –

(c) have asserted their belief in a democratic society in which all persons may, to the extent of their capacity, play some part in the institutions of the national life" (Underlining ours)

Despite the above enhanced provisions in the Constitution of Trinidad and Tobago, the Judicial Committee did not read into Section 1 of the Constitution a right to vote or a right to participate in periodical local government elections nor any constitutional restriction or prohibition to extend the mandate of the elected representatives of the local councils.

The Judicial Committee was of the view that since all provisions pertaining to local government elections are to be found in the *Local Government Act*, the right to vote in these elections which derives from a statute is not a constitutional right. It then proceeded to determine the appeal by turning to the "principal issue on the appeal to the Board" which it described as follows in paragraph 21, "Whether as a matter of construction", the amendments to Sections 11 and 12 of the legislation applied to incumbent Councillors and Aldermen.

It considered that for the purpose of construing the impugned legislation "the Court must have regard to the context and purpose of the amendments and to relevant principles and presumptions of statutory construction" (paragraph 28).

It was in the course of this exercise of construing Sections 11 and 12 of the relevant legislation that the Judicial Committee referred to the importance of the right to vote and to choose representatives at both national and local levels by popular vote as an essential characteristic of a "representative democracy".

"The essential characteristic of a representative democracy, whether at a national or local level, is that the representatives are chosen by popular vote. In a modern democracy, such as Trinidad and Tobago, all individuals have the right to participate in the popular vote, subject only to specified conditions and disqualifications. ... It is also an essential element of any democratic form of government, whether at a national or a local level, that the electorate choose their representatives for a limited period. The right to vote out representatives is as important as the right to vote in representatives." [paragraph 31]

At paragraph 18 the Judicial Committee examines the provisions of the Constitution of Trinidad and Tobago dealing with general elections for the establishment of Parliament, consisting of the Senate and the House of Representatives.

"The Constitution contains extensive provisions concerning the establishment, composition, powers and privileges of Parliament and of its constituent parts, the Senate and the House of Representatives, and concerning the constituencies for which representatives are to be elected: see Chapter 4, comprising sections 39 to 73 ..."

The Board then goes on to point out in the ensuing paragraph 19 that by contrast "the Constitution contains no express reference to democratic participation in local government and no detailed provisions as regards local government similar to those concerning elections for members of the House of Representatives". (Underlining ours)

The Board unanimously agreed that the right to vote at local elections of Trinidad and Tobago was statutory, that the amendment did not breach the Constitution and that a change in the term of office of the Councillors and Aldermen could not amount to a contravention of the Constitution. This, in spite of the constitutional right to join political parties and express political views enshrined in Section 4(e) of the Constitution of Trinidad and Tobago.

The 2nd *Maharaj* case

In the 2nd *Maharaj* case (*supra*) the Judicial Committee had to determine whether sections 3 and 4 of the *Sedition Act 1920* were inconsistent with the 1976 Constitution of Trinidad and Tobago on the ground that they were incompatible with section 1 of the Constitution of Trinidad and Tobago.

Section 6(1) of the Constitution ("The Savings Clause") preserves the constitutional validity of an existing law (the *Sedition Act* was such a law) although such a law would be in conflict with the constitutional right to freedom of expression guaranteed under sections 4 and 5 of the Constitution of Trinidad and Tobago.

One of the arguments which was raised by Counsel for the plaintiff to counter this obstacle and to argue that the *Sedition Act* was unconstitutional was that the *Sedition Act* was incompatible with the tenets of a democratic state enshrined in

Suite de la page 2

Section 1.

The argument was rejected by the Board. After examining the purport of section 1 of the Constitution of Trinidad and Tobago in para. 77 the Board went on to observe in paragraph 78 that:

"... Although there may be an overlap between section 1 and the fundamental rights set out elsewhere in the Constitution, in particular in section 4 (although it should be noted that the right to vote in elections for the House of Representatives is not set out there but instead is to be found in section 51), in the Board's view, the extent of that overlap should be kept within proper bounds, otherwise there is a danger that the carefully calibrated structure of the Constitution will be undermined. If the savings in section 6 could too easily be circumvented by resort to section 1, that itself would be inconsistent with the democratic principles on which the Constitution is based. This is because it would remove a certain subject-matter from the province of the elected legislature and place it within the province of the unelected courts. ..." The Board had prior to that referred to what was emphasised in Vallet v Ramgoolam [1973 MR 29] in the course of its interpretation of section 1 of the Mauritian Constitution with regard to "the crucial need for the court to impose upon itself some forms of restraint" and that "In particular, the court had to remain conscious of the elementary necessity of keeping distinct the judicial and political fields". [Para 67]

The European Convention on Human Rights

In the case of Xuereb v Malta (2000) (app. No. 52492/99), the European Court of Human Rights had to determine whether Article 3 of Protocol No. 1 to the European Convention on Human Rights covers local government elections.

Article 3 of the Protocol 1 to the European Convention on Human Rights reads as follows –

"The High Contracting Parties undertake to hold free elections at reasonable intervals by secret ballot, under conditions which will ensure the free expression of the opinion of the people in the choice of the legislature"

The European Court in Xuereb (supra) concluded that Article 3 of Protocol No. 1 was not applicable to municipal elections after making the following observations:

"The Court observes that local councils in Malta, like Naxxar, are entrusted with administrative functions within their respective jurisdictions. Their regulatory powers are defined by statute and they remain subordinate to the central Parliament. The local councils, when operating and providing local services, may only do such things as are expressly or impliedly authorized by statute or by delegated legislation. The Court recalls that the former Commission took the view that local authorities, by virtue of the subordinate nature of their powers and functions could not be considered part of the legislative body..."

Paragraph 2 of the Guide on Article 3 of the Protocol No. 1 to the European Convention on Human Rights which prescribes the holding of free elections at reasonable intervals however points out the following:

"Article 3 of Protocol No. 1 concerns only the choice of the legislature. This expression is not, however, confined to the national parliament. The constitutional structure of the State in question has to be examined... Generally speaking the scope of Article 3 of Protocol No. 1 does not cover local elections, whether municipal... or regional ..."

Analysis

In Mauritius, the Constitution provides entrenched safeguards for the holding of democratic elections only with regard to the election of members of the National Assembly. Practically all the entrenched provisions are directed towards the setting up of the National Assembly as the legislative organ of a democratic State.

1. There are specially-entrenched provisions in Section 57(2) coupled with Section 47(3) which are meant to secure periodical elections only in respect of the National Assembly elections.

2. The provisions relating to the qualifications to be registered as an elector [Sections 42 and 43], and to sit as a member of the Assembly [Sections 33, 34, 35, 36 and 37] only relate to the National Assembly elections.

3. The entrenched provisions enshrining the right to vote [Section 44] or to participate as a candidate [Section 33] only apply to National Assembly elections.

4. The Constitution also provides for the delimitations of boundaries and constituencies [Section 39] solely with regard to National Assembly elections.

5. Again, there are provisions relating to the registration of parties, nomination of candidates and the casting of votes [First Schedule] solely in respect of National Assembly elections.

The Constitution does not contain any provision with regard to the holding or conduct of regular or periodical Municipal elections.

The Municipal Councils, the municipal electoral system including the periodic intervals for holding Municipal elections, the life span of Municipal Councils and the right to vote or stand as a candidate at Municipal elections have all been set up by ordinary statutes. The references to 'local govern-

Rajen Valayden conteste le renvoi des élections municipales

ment officer' or 'a local authority' in some provisions of the Constitution [Sections 9(1)c, 16(4)(aa), 16(5), 34(1), 38(3), 88(2), 90(2), 91A(6), 96(3), 97(2)(f), 97(3)(a), 111 or 112(2)] have absolutely no bearing on the issues at hand in the present matter with regard to postponement of Municipal elections and the extension of the Councillors' term of office. Section 16(4)(aa) of the Constitution only provides for adequate representation of sexes in local government elections whilst Section 111, which is an interpretation section, does not per se create any right or obligation in respect of the holding or postponement of Municipal elections.

The impugned legislation is an ordinary statute as are the other statutes governing local government elections which may be amended or repealed by ordinary legislative procedure.

The democratic State

We are unable to find any basis to establish that the concept of a democratic State under Section 1 incorporates a right to fixed periodical Municipal elections, as contended by the plaintiff.

As it has been seen, local government elections do not find any expression in the Constitution. The framers of the Constitution have created the constitutional structure for the practical functioning of a democratic State through the organs, institutions and mechanism expressly established in the Constitution.

The Constitution proclaims that Mauritius shall be a democratic State. The Constitution also establishes all the principal organs of government. These include the legislature, the executive and the Judiciary as well as the various other institutions vital for the functioning of the government as a democratic State integrating and incorporating fundamental democratic principles and norms such as the Rule of Law, the separation of powers as well as the holding of regular, free and fair elections for the setting up of the National Assembly.

It defines the sources of the authority and powers of all the constitutional organs and institutions. It prescribes the manner in which, and the limits within which, their functions are to be exercised and it determines their interrelationship.

It is abundantly plain that the Constitution of Mauritius does not cater for the creation, composition or functioning of local government councils. None of the matters pertaining to the holding of periodical local government elections have been integrated, expressly or implicitly, into the constitutional framework of a democratic State, as envisaged in the Constitution.

Historical context

At the historical juncture of the legal creation of Mauritius as a sovereign democratic State in the 1968 Constitution, the Municipal Councils and local government system were already in place governed by an ordinary statutory framework. The framers of our Constitution never sought to give any constitutional underpinning in the 1968 Constitution to local government administration when they spelt out for the first time in its Section 1 that Mauritius shall be a sovereign democratic State.

Furthermore, the historical evolution of the legal framework pertaining to local government does not in any way indicate that local government or local government elections was meant to form an inherent part of the democratic structure of the State of Mauritius. None of the constitutional review conferences, including the last one, the Lancaster House Conference 1965 which preceded the Mauritius Constitution Order in 1968, provides any support to the view that the concept of a democratic State as contemplated under Section 1 should also include the local government set-up. Indeed, the proposal by a political party at the Lancaster House Conference that "certain local government boundaries be entrenched in the Constitution" was never retained, it being felt that "this was a matter for Mauritius Government."

The system of local government, including in particular the holding and conduct of elections, has always been governed by the Local Government Act and the Representation of the People Act. Sections 15 and 16 of the Act deal with the eligibility of a candidate to stand for local elections whilst Sections 20 and 21 deal with the qualifications to be an elector. Section 19 deals with the right to vote at Municipal elections. Section 10A provides for the life span of a Municipal Council. There have been over the years several postponements of Municipal and/or Village Council elections and extensions of mandates of Councillors following amendments made by ordinary statutory legislation [See Annex]. And all matters concerning the composition of Municipal Councils, the periodicity of Municipal Council elections, the extension of Councillors' mandates and the whole legal framework pertaining to local government have always been regulated by Parliament through the exercise of its ordinary law-making powers pursuant to Section 45 of the Constitution. There has never been any constitutional restriction to the legislative competence of Parliament in that respect.

Comparable jurisdictions

In other comparable jurisdictions, with a written Constitution like Mauritius, entrenched provisions have been introduced into the Constitution whenever it had been intended to incorporate local government as an integral part of the democratic structure of the State. To cite a few examples, Sections 240 and 246 of the Constitution of Ghana expressly provide for a system of local government with elections to be held every four years. Section 123 of Antigua and Barbuda's Constitution has detailed provisions on the composition and administration of local government. There are express provisions to incorporate local government into the democratic structure of several other jurisdictions which include Zambia [Article 109 of its Constitution] and Malawi [Sections 77 and 147 of its

Constitution].

The Constitution in Guyana had to be amended in order to provide in its Section 12 that "local government by freely elected representatives of the people is an integral part of the democratic organisation of the State." The Constitution of Jamaica (1962) also had to be amended by the Constitution (Amendment) (Local Government) Act 2015 in order to introduce a constitutional mooring for local government elections in Jamaica. The Constitution of Mauritius, as it has been seen, is eminently silent as regards local government elections.

Parliamentary debates and ministerial statements

In order to support his contention that local government forms an inherent part of the democratic structure of Mauritius, the plaintiff has referred extensively to ministerial statements made in the course of the Parliamentary debates for the amendments to the Local Government Act in 2021 and 2023. In Madelen Clothing Co Ltd v Termination of Contracts of Service Board [1981 MR 284], which was cited with approval by the Judicial Committee of the Privy Council in Lamusse Sek Sum & Co v Late Bai Rehmatbai Waqf [2012] UKPC 14 and The Director General, Mauritius Revenue Authority v Chettiar and others [2015 MR 243], it was laid down that the Court would permit reference to debates before the legislature as "travaux préparatoires" to determine the intention of the legislator "only where the law is ambiguous, or self-contradictory, and that even in those cases, one must use the "travaux préparatoires" with the utmost circumspection." It is plain that the ministerial statements may not in the present matter be invoked as admissible aids for the interpretation of Section 1 of the Constitution for the following reasons:

1. The ministerial statements and parliamentary debates did not constitute 'travaux préparatoires' which could determine the intention of the legislator in the enactment of Section 1 of the Constitution but were in respect of two different enactments, namely the Local Government (Amendment) Bill 2021 and the Local Government (Amendment) Bill 2023. The ministerial statements or parliamentary debates were not in respect of the meaning and scope of application of the term 'democratic state' in Section 1 of the Constitution. Nor can it be said that they reflect the intention of the House with regard to the meaning and concept of a 'democratic state' at the material time that Section 1 was being enacted and introduced into the Constitution.

2. Furthermore, it has not been established that there is any ambiguity or self-contradiction which would warrant exceptional recourse to

Parliamentary debates which in any event, as it has been seen, were not in respect of the enactment of Section 1 of the Constitution.

For the purposes of the present case, the ministerial statements or Parliamentary debates cannot as a result be invoked as admissible aids for the interpretation of what constitutes a "democratic State" under Section 1 of the Constitution.

International Convention

Plaintiff also prayed in aid an Advisory opinion of the African Court and Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR). These can be of no avail in the present matter since in our dualist system, the norms or provisions of any treaty or covenant only become binding when incorporated into our domestic legislation.

In a dualist system, treaties and international convention are not self-executing. There is a clear distinction between international and domestic obligations. As a matter of constitutional law in Mauritius, as in the UK, the executive is empowered to sign and ratify international treaties and conventions.

But under our Constitution and in line with the principles of the separation of powers and the Rule of law, it is Parliament which is solely vested with the competence to enact laws which become binding and enforceable in conformity with the Constitution.

So, unless and until a treaty or international convention signed by the executive is incorporated by Parliament into the domestic law, the provisions of the treaty or international convention may not be implemented or enforced in Mauritius [vide paragraphs 27, 29, 30 and 31 of Moohan and another v The Lord Advocate [2014] UKSC 67].

The legal framework which is operative in respect of local government elections in Mauritius has been incorporated in the Local Government Act. Neither the advisory opinion which is founded on Article 27(2) of the Charter of the African Human and Peoples' Rights nor Article 25 of the ICCPR can thus be of any avail to the plaintiff's case.

In any event, the postponement of Municipal elections in the local context does not impinge in any substantive manner upon the rights which both the Advisory Opinion of the African Court and the ICCPR seek to promote and protect and which relate essentially to the indiscriminate right of citizens to vote for, and participate in, the governance of their countries through free and fair elections.

Furthermore, the African Court, at paragraph 96 of its advisory opinion, stresses the relevance of domestic law with regard to the postponing of elections in the following terms:

"The Court is of the view that the above provisions refer back to domestic law the definition of the conditions for the exercise by the citizens of their right to participate in the government of their countries through elections, including in particular their postponement. As these aspects are not directly regulated by the Charter and the ACDEG, the Court considers that it is for the domestic law to define the conditions for postponing elections, namely (i) specific the criteria for postponement and (ii) the regime applicable in the event the term of

Le Quotidien

REDACTION ET ADMINISTRATION

4ème étage, Pearl House, 16 Sir Virgil Naz St, P. Louis

Tel : 208 2631 – Fax : 208 2625

Email : le_quotidien2@yahoo.fr

REDACTEUR EN CHEF : ROBERT NG

Suite de la page 3

should also include the local government set-up. Indeed, the proposal by a political party at the Lancaster House Conference that “certain local government boundaries be entrenched in the Constitution” was never retained, it being felt that “this was a matter for Mauritius Government.”

The system of local government, including in particular the holding and conduct of elections, has always been governed by the Local Government Act and the Representation of the People Act. Sections 15 and 16 of the Act deal with the eligibility of a candidate to stand for local elections whilst Sections 20 and 21 deal with the qualifications to be an elector. Section 19 deals with the right to vote at Municipal elections. Section 10A provides for the life span of a Municipal Council. There have been over the years several postponements of Municipal and/or Village Council elections and extensions of mandates of Councillors following amendments made by ordinary statutory legislation [See Annex]. And all matters concerning the composition of Municipal Councils, the periodicity of Municipal Council elections, the extension of Councillors' mandates and the whole legal framework pertaining to local government have always been regulated by Parliament through the exercise of its ordinary law-making powers pursuant to Section 45 of the Constitution. There has never been any constitutional restriction to the legislative competence of Parliament in that respect.

Comparable jurisdictions

In other comparable jurisdictions, with a written Constitution like Mauritius, entrenched provisions have been introduced into the Constitution whenever it had been intended to incorporate local government as an integral part of the democratic structure of the State. To cite a few examples, Sections 240 and 246 of the Constitution of Ghana expressly provide for a system of local government with elections to be held every four years. Section 123 of Antigua and Barbuda's Constitution has detailed provisions on the composition and administration of local government. There are express provisions to incorporate local government into the democratic structure of several other jurisdictions which include Zambia [Article 109 of its Constitution] and Malawi [Sections 77 and 147 of its Constitution].

The Constitution in Guyana had to be amended in order to provide in its Section 12 that “local government by freely elected representatives of the people is an integral part of the democratic organisation of the State.” The Constitution of Jamaica (1962) also had to be amended by the Constitution (Amendment) (Local Government) Act 2015 in order to introduce a constitutional mooring for local government elections in Jamaica. The Constitution of Mauritius, as it has been seen, is eminently silent as regards local government elections.

Parliamentary debates and ministerial statements

In order to support his contention that local government forms an inherent part of the democratic structure of Mauritius, the plaintiff has referred extensively to ministerial statements made in the course of the Parliamentary debates for the amendments to the Local Government Act in 2021 and 2023. In *Madelen Clothing Co Ltd v Termination of Contracts of Service Board* [1981 MR 284], which was cited with approval by the Judicial Committee of the Privy Council in *Lamusse Sek Sum & Co v Late Bai Rehmatbai Waqf* [2012] UKPC 14 and *The Director General, Mauritius Revenue Authority v Chettiar and others* [2015 MR 243], it was laid down that the Court would permit reference to debates before the legislature as “travaux préparatoires” to determine the intention of the legislator “only where the law is ambiguous, or self-contradictory, and that even in those cases, one must use the “travaux préparatoires” with the utmost circumspection.” It is plain that the ministerial statements may not in the present matter be invoked as admissible aids for the interpretation of Section 1 of the Constitution for the following reasons:

1. The ministerial statements and parliamentary debates did not constitute ‘travaux préparatoires’ which could determine the intention of the legislator in the enactment of Section 1 of the Constitution but were in respect of two different enactments, namely the Local Government (Amendment) Bill 2021 and the Local Government (Amendment) Bill 2023. The ministerial statements or parliamentary debates were not in respect of the meaning and scope of application of the term ‘democratic state’ in Section 1 of the Constitution. Nor can it be said that they reflect the intention of the House with regard to the meaning and concept of a ‘democratic state’ at the material time that Section 1 was being enacted and introduced into the Constitution.

2. Furthermore, it has not been established that there is any ambiguity or self-contradiction which would warrant exceptional recourse to

Parliamentary debates which in any event, as it has been seen, were not in respect of the enactment of Section 1 of the Constitution.

For the purposes of the present case, the ministerial statements or Parliamentary debates cannot as a result be invoked as admissible aids for the interpretation of what constitutes a “democratic State” under Section 1 of the Constitution.

International Convention

Plaintiff also prayed in aid an Advisory opinion of the African Court and Article 25 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR). These can be of no avail in the present matter since in our dualist system, the norms or provisions of any treaty or covenant only become binding when incorpo-

Rajen Valayden conteste le renvoi des élections municipales

rated into our domestic legislation.

In a dualist system, treaties and international convention are not self-executing. There is a clear distinction between international and domestic obligations. As a matter of constitutional law in Mauritius, as in the UK, the executive is empowered to sign and ratify international treaties and conventions.

But under our Constitution and in line with the principles of the separation of powers and the Rule of law, it is Parliament which is solely vested with the competence to enact laws which become binding and enforceable in conformity with the Constitution.

So, unless and until a treaty or international convention signed by the executive is incorporated by Parliament into the domestic law, the provisions of the treaty or international convention may not be implemented or enforced in Mauritius [vide paragraphs 27, 29, 30 and 31 of *Moohan and another v The Lord Advocate* [2014] UKSC 67].

The legal framework which is operative in respect of local government elections in Mauritius has been incorporated in the Local Government Act. Neither the advisory opinion which is founded on Article 27(2) of the Charter of the African Human and Peoples' Rights nor Article 25 of the ICCPR can thus be of any avail to the plaintiff's case.

In any event, the postponement of Municipal elections in the local context does not impinge in any substantive manner upon the rights which both the Advisory Opinion of the African Court and the ICCPR seek to promote and protect and which relate essentially to the indiscriminate right of citizens to vote for, and participate in, the governance of their countries through free and fair elections.

Furthermore, the African Court, at paragraph 96 of its advisory opinion, stresses the relevance of domestic law with regard to the postponing of elections in the following terms:

“The Court is of the view that the above provisions refer back to domestic law the definition of the conditions for the exercise by the citizens of their right to participate in the government of their countries through elections, including in particular their postponement. As these aspects are not directly regulated by the Charter and the ACDEG, the Court considers that it is for the domestic law to define the conditions for postponing elections, namely (i) specific the criteria for postponement and (ii) the regime applicable in the event the term of office of the elected officials expires with elections having been held.” (Emphasis ours) [Advisory Opinion, African Court on Human and Peoples' Rights - Request No. 001/2020 - 16 July 2021]

Constitutional validity

As a result of the amendment to Section 12A by the 2023 Act, the President is empowered, on advice of the Prime Minister, to extend by Proclamation the life of Municipal Councils for a further period of 2 years as from 13 June 2023.

The Constitution does not prescribe any of the conditions invoked by the plaintiff as a prerequisite for the validity of an enactment which seeks to postpone local government elections. It is not a condition precedent for the constitutional validity of the impugned Section that the grounds for postponement must be established in law or should be shown to be objective and reasonable. There is still less any constitutional requirement to establish the reasonableness of the period of the extension of 2 years which is prescribed by law. Section 12A(1A) is articulated in unambiguous and clear terms plainly expressing the intention and objective of Parliament to extend the term of office of the Councillors for a further period of 2 years. Section 10A(2) of the Act, amended by the 2023 Act, indeed expressly provides for the extension of the mandate of the entire Municipal Council for the period of extension enacted pursuant to Section 12A(1A) of the Act. There is no issue with regard to the construction and applicability of the amending legislation as was the case in the 1st Maharaj case (supra). This has been done by a Presidential Proclamation with the President acting upon the advice of the Prime Minister as laid down in section 12A(1A). Pursuant to Section 64 of the Constitution, the President was bound, in the exercise of his functions, to act in accordance with the advice of Cabinet or of a Minister acting under the authority of Cabinet, in order to issue the Proclamation.

In any event we are not here concerned with the test of legality and/or legal uncertainty which would constitute an obstacle to the applicability of the law as was the situation in the 1st Maharaj case. The law in the present case is being challenged solely on the ground of constitutionality. It would, without more, be valid if it passes the test of constitutionality.

As it has been seen, Parliament is empowered to make laws subject only to the conditions and procedural requirements prescribed in the Constitution itself [Sections 45 and 47 of the Constitution].

It has been consistently laid down by the Supreme Court that Parliament “is supreme” “so long as it legislates within the framework of the Constitution” [vide for instance, *Jeeawoody v The Queen* [1989 SCJ 356].

Section 2 of the Constitution raises a straightforward question. Is the law consistent with the Constitution? If the answer is in the affirmative, the law passes the test of constitutionality and the competence of Parliament to pass a law which is not inconsistent with any provision of the Constitution cannot be challenged or questioned for any other reason, including the reasons invoked by the plaintiff.

Separation of powers

Furthermore, the Supreme Court in *Vallet* (supra), as far back

as in 1973 highlighted the importance of “keeping distinct the judicial and political fields.” This

principle was endorsed approvingly by the Judicial Committee of the Privy Council in the 2nd Maharaj case (supra) when it stated that:

“67. Nevertheless, the court was careful to remind itself of the “crucial need for the court to impose upon itself some forms of restraint.” In particular, the court had to remain conscious of the elementary necessity of keeping distinct the judicial and political fields. ”

The structural features of a democratic State would no doubt import a democratic process for the registration of electors based on the concept of universal and equal suffrage, the right to participate in elections and to stand as a candidate, the holding of free and fair elections by independent bodies ensuring the free expression of the will of the electorate and all this subject to a right of judicial control by an independent judiciary.

Although these structural features of a “representative democracy” would apply equally to all democratic elections whether held at national or local level, the Constitution, however, imposes a fixed term only in respect of the life span of Parliament. As it has been seen, there are strict and specially entrenched provisions in the Constitution [Section 57(2) and Section 47] which limit the life span of Parliament and the term of office of its elected members to a maximum of 5 years (1) As a result of these specially entrenched provisions which are peculiar to our Constitution, Section 57(2) cannot be amended or repealed only by a three-quarter majority of all members of the Assembly;

(2) Any amendment would require a referendum supported by 3/4 of the electorate and the unanimous vote of all members of the Assembly.

The imposition of such a constitutional restriction limiting the term of office of the elected members of the National Assembly was introduced in the Constitution in 1982 [Act No. 2 of 1982] following a constitutional amendment which required the support of three quarters of all the members of the Assembly.

The situation is altogether different as regards local government. It is abundantly clear that the framers of our Constitution left it to Parliament, in the exercise of its ordinary law-making powers, to legislate on all matters pertaining to local government. This is highlighted by the following factors:

1. The legal framework which governs local government in Mauritius does not arise from the Constitution. The Constitution is silent on local government elections and, more significantly, in respect of the life span of local councils.

2. Despite the fact that the legal framework establishing the local government system was already in place at the time when the sovereign Constitution came into existence, the framers of our Constitution deliberately chose not to provide any constitutional underpinning to the holding of regular or periodical local government elections.

3. Since the advent of the sovereign Constitution in 1968, which included for the first time Section 1 in its present form, detailed provisions have been enacted by Parliament in the exercise of its ordinary law-making powers for the creation and composition of Municipal Councils, the conduct of Municipal elections, the life span of Municipal Councils and the terms of office of its members.

4. There is no justifiable basis for importing, via Section 1 of the Constitution, that the periodical holding of Municipal elections should be elevated to constitutional status as is the case for the holding of periodical and regular parliamentary elections specially entrenched in the Constitution by due constitutional process.

5. There is no valid basis for the Court to introduce, by implication or interpretation, that the holding of Municipal elections at fixed periods forms an integral part of the concept of a democratic State as contemplated by Section 1 of the Constitution.

6. It has not been established that there is any constitutional impediment which may restrict or limit the competence of Parliament to legislate, pursuant to Section 45 of the Constitution, in order to extend the period of the life of Municipal councils, in conformity with the Local Government (Amendment) Act 2023.

7. The plaintiff has been unable to establish any breach of the principle of separation of powers or any breach of a constitutional provision that could justifiably challenge the constitutional validity of the impugned legislation.

We accordingly hold that, in the light of what we have stated: (1) Parliament was empowered to validly enact Section 12A(1A) of the Act and provide for an extension of the life of the Municipal Councils pursuant to the amending legislation. (2) Section 12(1A) of the Local Government Act is not inconsistent with and does not contravene Sections 1 and 45 or any other provision of the Constitution for any of the reasons invoked by the plaintiff.

We decline to grant the plaint for constitutional redress and accordingly set it aside.

With costs.

D. Chan Kan Cheong
Judge

Quand la canicule prendra-t-elle fin en Europe ? Les experts prédisent la date de fin et les tempêtes qui pourraient suivre

Après plusieurs jours de températures "infernales" dans le sud de l'Europe, les gens cherchent un peu de répit dans les vagues de chaleur du mois de juillet.

Il n'y a guère de répit à attendre à très court terme, avec des pointes à 43 degrés Celsius prévues pour certaines parties de l'Italie et de la Grèce aujourd'hui (18 juillet).

La chaleur extrême qui a touché de nombreux pays du sud et de l'est ce mois-ci est en partie due à une vague d'air chaud en provenance d'Afrique du Nord.

Plusieurs personnes seraient décédées en Italie, et des alertes à la chaleur extrême et à la mort continuent d'être émises pour des pays allant du Portugal à la Roumanie et à Chypre.

Mais la chaleur mortelle devrait enfin s'atténuer dans de nombreuses régions au cours du week-end et de la semaine prochaine. Voici les prévisions des experts.

Pourquoi la canicule en Europe du Sud a-t-elle duré si longtemps ?

"Tout est lié à une configuration météorologique à grande échelle assez persistante", explique Lars Lowinski, météorologue au service météorologique Weather & Radar.

Les parties méridionales et orientales de l'Europe ont été soumises à ce que nous appelons une crête de haute pression [également connue sous le nom de "dôme de chaleur"], c'est-à-dire une vaste zone de haute pression avec beaucoup d'air très chaud qui ne se déplace pas beaucoup.

En revanche, plus près de l'Atlantique, ce sont les zones de basse pression qui dominent, avec des conditions plus fraîches et plus changeantes. L'Europe du Nord a été épargnée par la chaleur torride grâce au courant-jet : une bande d'air qui se déplace rapidement dans les couches supérieures de l'atmosphère et qui sépare ces deux régimes météorologiques.

Là où les deux masses d'air se rencontrent - du sud de la France et des Alpes jusqu'aux États baltes - il y a eu plusieurs séries de fortes pluies et d'orages violents accompagnés de gros grêlons et de vents violents, ajoute M. Lowinski.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 12th day of September 2024 at 1.30 p.m.**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court situate at c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, **the Sale by Licitation prosecuted at the request of Ramess NUNGUR against (i) Ram NUNGUR, (ii) Ranjeet NUNGUR, (iii) Phoolwantee NUNGUR (iv) Lata NUNGUR, (v) Kiranne NUNGUR, (vi) Rishi KHEDOO, (vii) Kamal KHEDOO, (viii) Shakti KHEDOO, (ix) Suren KHEDOO and (x) Dharamdeo KHEDOO** of a portion of land of the extent of 7 ½ Perches situate in the District of Riviere Du Rempart called Grand Bay as per deed morefully described and transcribed in Vol.986 No.60 and bounded as follows:- Du premier cote par un chemin de huit pieds de large, Du second cote, par D. Bissessur, Du troisieme cote, par R. Ory et du quatrieme cote, par le surplus du terrain du vendeur, together with a concrete storeyed building under slab together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the above immoveable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 16th day of July, 2024.

Mrs S. Ramano.

Of Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that Exclusive Design Ltd of 14 St Geran Avenue, Albion, Mauritius, is applying to the Registrar of Companies for its removal from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001 on the grounds that the company has ceased to trade since 1st July 2017, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with The Companies Act 2001, Any objection under Section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies within 28 days of the date of this notice

Director

Dated this 17/07/2024

Quand les vagues de chaleur en Europe du Sud devraient-elles prendre fin ?

Les températures ont dépassé de 6 à 12 °C les valeurs moyennes pour cette période de l'année, ce qui a alimenté les incendies de forêt et entraîné une consommation d'électricité record. Certaines régions ont adopté des plans de lutte contre la chaleur, notamment en ouvrant les espaces climatisés et en interdisant le travail à l'extérieur pour protéger la population.

Selon Weather & Radar, ce temps exceptionnellement chaud devrait se poursuivre pendant quelques jours encore, avec des températures atteignant à nouveau 35 à 40 °C dans des régions telles que la Serbie, l'Italie, l'Albanie, la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie. Mais la bonne nouvelle, c'est que le pire de cette période de chaleur extrême est maintenant derrière nous, affirme M. Lowinski, et que la tendance pour dimanche et la semaine prochaine indique un déclin progressif vers des conditions plus saisonnières.

"Cette incursion d'air frais en début de semaine prochaine pourrait également déclencher de violents orages par endroits, notamment dans les Balkans", ajoute-t-il.

Le site d'information météorologique italien IIMeteo met également en garde contre cette éventualité, prévoyant des orages dans de nombreuses régions du pays dimanche.

Malgré la fin de la vague de chaleur, les températures devraient rester élevées jusqu'à la fin du mois. AccuWeather prévoit des températures comprises entre le bas et le milieu des années 30 dans de nombreuses régions du sud de l'Europe jusqu'au 25 juillet

Combien de vagues de chaleur extrêmes sont attendues en Europe cet été ?

Compte tenu de la configuration météorologique à grande échelle qui est à l'origine de cette vague de chaleur, les prévisionnistes l'avaient prévue bien à l'avance, avec des signes dès la fin juin.

Mais prévoir les vagues de chaleur - en particulier leur intensité et leur durée - reste un défi, et les experts ne sont pas sûrs de ce qui nous attend pour le reste de l'été.

Tyler Roys, météorologue principal chez AccuWeather, estime toutefois qu'il est peu probable que nous assistions à une répétition de la chaleur généralisée de cette semaine, qui s'est étendue de l'Italie à l'Ukraine.

"La possibilité d'une chaleur extrême localisée (35°C+) pendant un jour ou deux à la fois dans les endroits typiques est plus probable, en particulier au milieu du mois d'août", ajoute-t-il. "Il semble que les températures de la seconde moitié du mois d'août puissent revenir à 30-35°C pendant un certain temps.

Pour M. Lowinski, le plus grand défi consiste à faire connaître les risques liés aux vagues de chaleur prolongées.

"Les températures extrêmes, voire record, que nous avons observées ces derniers jours indiquent clairement que le changement climatique aggrave ces périodes de chaleur", explique-t-il.

"Les vagues de chaleur ont désormais tendance à être plus intenses, y compris les températures nocturnes. Il est de plus en plus important de faire connaître ce risque et d'expliquer comment préparer les personnes, les animaux et les infrastructures (en pensant à la climatisation et à la pression accrue sur les réseaux électriques, par exemple)".

MAURITIUS TRADE UNION CONGRESS

The Annual Delegates Meeting of MTUC will be held on Saturday 10 August 2024 at noon at MTUC Headquarters, GRNW, Port-Louis.

AGENDA:

- 1.Approval of minutes of last ADM
 - 2.Matters Arising.
 - 3.President's Report.
 - 4.Finance.
 - 5.Reports from Affiliates.
 - 6.Motions/ amendments (if any)
 - 7.Election of office-bearers/ Bureau/ Executive Council (if any)
 - 8.AOB.
 - 9.LUNCH Close Down.
- Compliant members/ affiliates are invited to attend.
Dr. Mohun Prasadsing ODIT
General Secretary
Date: 17.07.2024

Le Bangladesh se réveille au milieu de bâtiments incendiés et sans internet

Les habitants du Bangladesh se sont réveillés vendredi sans connexion internet, découvrant des bâtiments gouvernementaux incendiés la veille, en marge des affrontements entre forces de l'ordre et étudiants, qui ont fait 39 morts en 48 heures.

Au fil de la semaine, les manifestations qui ont commencé début juillet pour exiger la fin du système de quotas dans la fonction publique ont dégénéré en heurts de plus en plus violents, faisant 39 morts, dont 32 pour la seule journée de jeudi.

Des affrontements se sont déroulés dans près de la moitié des 64 districts que compte le Bangladesh.

"Des mécréants ont déjà incendié, vandalisé et mené des activités destructrices" contre des édifices de la police et du gouvernement, a indiqué la police dans un communiqué, publié jeudi soir, après une coupure "quasi totale" d'internet à travers tout le pays.

Parmi ces bâtiments figurent celui de la télévision d'Etat BTB dans la capitale Dacca, prise d'assaut par des centaines d'étudiants qui y ont mis le feu.

- 700 blessés -

"Une centaine de policiers ont été blessés lors des affrontements" de jeudi, a déclaré à l'AFP Faruk Hossain, porte-parole de la police de la capitale, précisant qu'une "cinquantaine de postes de police ont été incendiés".

Si ces actions destructrices se poursuivent, on sera "obligés de faire un usage maximal de la loi", a mis en garde la police dans le communiqué.

La police est à l'origine de plus des deux tiers des décès recensés, selon des informations obtenues par l'AFP auprès de sources hospitalières.

Plus de 700 personnes ont été blessées jeudi au cours de ces violents heurts entre la police et les manifestants, dont 104 policiers et 30 journalistes, selon la chaîne privée Independent Television, qui a affirmé que 26 districts du pays ont fait état d'affrontements.

Les manifestations quasi-quotidiennes pour obtenir la fin des quotas d'embauche dans la fonction publique ont commencé début juillet. Cette semaine, au fil des jours, les affrontements sont montés en puissance, de plus en plus meurtriers.

La Première ministre Sheikh Hasina a condamné mercredi le "meurtre" de manifestants dans un discours télévisé, et a promis que les responsables seraient punis quelle que soit leur couleur politique.

Mais cela n'a pas suffi. La violence n'a cessé d'augmenter, la police ouvrant le feu sur des manifestants de plus en plus déterminés avec des balles en caoutchouc et d'autres munitions.

- Empêcher toute communication -

Des affrontements ont également éclaté dans plusieurs villes du Bangladesh alors que la police anti-émeute chargeait les manifestants, qui avaient dressé des barrages humains sur des routes et les autoroutes.

Les étudiants exigent un recrutement dans la fonction publique basé sur le mérite. Ils estiment que le système des quotas vise à favoriser les enfants des partisans de Mme Hasina, qui gouverne le pays depuis 2009 et est accusée par les opposants de vouloir notamment éradiquer toute dissidence pour asseoir davantage son pouvoir.

RIVIERE DU REMPART DISTRICT COUNCIL EMPLOYEES UNION

The Annual General Meeting of RDRDCEU will be held on Saturday 10 August 2024 at 10.00 a.m. at MTUC Headquarters, GRNW, Port-Louis.

AGENDA:

- 1.Approval of minutes of last AGM
 - 2.Matters Arising.
 - 3.President's Report.
 - 4.Finance.
 - 5.Motions/ amendments (if any)
 - 6.Election of office-bearers (if any)
 - 7.AOB.
- Compliant members are invited to attend.
Yashwant Rai BAHADOOR
Secretary
Date: 17.07.2024

BON A SAVOIR

Voici les pays les plus petits du monde

Pas besoin d'étendues à perte de vue pour façonner un pays, certains se contentent de territoires de quelques centaines de kilomètres carrés, voire moins.

Avec ses 672 000 kilomètres carrés de territoire, dont 550 000 pour son territoire métropolitain, la France figure au 41^e rang des nations les plus grandes au monde, mais au premier rang pour les nations de l'Union européenne. D'autres pays, en revanche, ne peuvent pas s'appuyer sur un tel espace, loin de là. Dans l'ombre des géants planétaires que sont la Russie, le Canada, les États-Unis, la Chine ou le Brésil, d'autres nations prospèrent sur des territoires beaucoup plus petits, voire microscopiques. Pour donner un ordre d'idée, la superficie cumulée des dix plus petites nations indépendantes au monde est inférieure à celle de l'agglomération du Grand Londres, estimée à 1 572 km²!

Quel est le plus petit État au monde ? Est-il en Europe ?

Il ne faut pas aller bien loin de chez nous pour trouver la trace du plus petit État au monde, puisque celui-ci est situé sur le territoire européen. Il s'agit en effet du Vatican, État enclavé au cœur de Rome, capitale de l'Italie, et siège du pape de l'Église catholique au sein de la Basilique Saint-Pierre. La superficie du Vatican n'est en effet que de 0,44 km², soit 44 hectares. Il est donc facile de faire le tour en à peine quelques heures de ce pays où plus de 75 % de ses 836 habitants font partie du clergé et où la langue officielle est encore le latin. Son dauphin direct au classement des plus petits pays au monde n'est situé qu'à quelques centaines de kilomètres, puisqu'il s'agit de la Principauté de Monaco. Ville-État nichée le long de la Côte d'Azur française, le pays dirigé par Albert II s'étend sur à peine plus de 2,02 km². En revanche, avec ses 36 000 habitants, la Principauté de Monaco est de loin le pays le plus densément peuplé au monde.

Quelle est la liste des dix plus petits pays au monde en taille ?

Derrière le Vatican et Monaco, l'Europe reste bien représentée dans le classement des plus petits micro-États au monde, puisqu'on retrouve également un autre pays enclavé sur le territoire italien, la principauté de Saint-Marin, à la cinquième place avec ses 61 km² de superficie. À la sixième place, on retrouve également le Liechtenstein et 160 petits km² de superficie logés entre les frontières de la Suisse et de l'Autriche. Enfin, Malte se fait une place en fin de classement (neuvième) avec un territoire estimé à 316 km². Mais l'Europe n'est pas seule dans ce classement où le podium est complété par le petit pays insulaire de Nauru au large des côtes australiennes, menacé comme d'autres par le réchauffement climatique. Avec 21 km² de superficie, Nauru présente aussi la particularité d'être le seul pays au monde à ne posséder aucune capitale officielle. Complètent le classement une autre île de l'océan Pacifique, Tuvalu (quatrième avec 26 km²), mais aussi Saint-Christophe-et-Niévès ou Saint-Kitts-et-Nevis (septième avec 261 km²), les Maldives (huitième avec 300 km²) et l'île caribéenne de Grenade (dixième avec 344 km²).

Zone avec le moins d'habitants : quel est le pays ou la république le moins peuplé au monde ?

Plus petit État au monde ne veut cependant pas dire pays le moins peuplé. Plusieurs des pays cités se distinguent par une densité de population parmi les plus élevées au monde (Monaco, Malte, les Maldives ou le Vatican parmi les dix plus élevées). Si le Vatican décroche aussi le titre de pays le moins peuplé de la planète, il devance cette fois-ci une autre île de l'océan Pacifique, Niue, qui n'abritait en

2021 que 1 937 habitants. Tuvalu (11 200 habitants) et Nauru (12 500 habitants) échangent leur troisième et quatrième place, tandis que suivent les îles Cook (17 000 habitants) et la République des Palaos en Micronésie (18 000 habitants). Saint-Marin (33 000 habitants), Monaco (36 000) et le Liechtenstein (39 000) suivent derrière, le top 10 étant refermé par les îles Marshall et leurs 42 000 habitants.

Voici le classement des 20 plus petits pays au monde en termes de superficie :

Vatican (0,49 km²) - Cité-État enclavée à Rome, centre spirituel de l'Église catholique et résidence du Pape.

Monaco (2,02 km²) - Principauté sur la Côte d'Azur, célèbre pour son casino de Monte-Carlo, son port de plaisance et son Grand Prix de Formule 1.

Nauru (21 km²) - Petite île de l'océan Pacifique, connue pour ses gisements de phosphate et sa situation économique délicate.

Tuvalu (26 km²) - Archipel polynésien menacé par la montée des eaux, composé de neuf îles coralliennes.

Saint-Marin (61 km²) - République enclavée en Italie, l'un des plus anciens États souverains du monde.

Liechtenstein (160 km²) - Principauté alpine entre la Suisse et l'Autriche, réputée pour son secteur bancaire et son château princier.

Îles Marshall (181 km²) - Archipel de l'océan Pacifique, connu pour ses atolls et ses sites d'essais nucléaires américains.

Saint-Kitts-et-Nevis (261 km²) - Fédération de deux îles des Caraïbes, célèbre pour ses plages et ses plantations de canne à sucre.

Maldives (300 km²) - Archipel de l'océan Indien, connu pour ses stations balnéaires de luxe, ses plages de sable blanc et ses récifs coralliens.

Malte (316 km²) - Archipel méditerranéen, riche en histoire avec de nombreux sites préhistoriques et médiévaux.

Grenade (344 km²) - Île des Caraïbes surnommée "l'île aux épices" pour sa production de noix de muscade et de cannelle.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines (389 km²) - Archipel des Caraïbes connu pour ses îles pittoresques et ses spots de plongée.

Barbade (430 km²) - Île des Caraïbes réputée pour ses plages, son rhum et ses influences culturelles africaines et britanniques.

Antigua-et-Barbuda (442 km²) - État des Caraïbes composé de deux îles principales, célèbre pour ses plages et ses complexes touristiques.

Seychelles (455 km²) - Archipel de l'océan Indien, connu pour ses plages paradisiaques, ses réserves naturelles et sa faune unique.

Palaos (459 km²) - Archipel du Pacifique occidental, réputé pour ses paysages marins spectaculaires et ses sites de plongée.

Andorre (468 km²) - Principauté des Pyrénées, connue pour ses stations de ski et ses boutiques détaxées.

Saint-Christophe-et-Niévès (616 km²) - Fédération de deux îles des Caraïbes, avec des paysages volcaniques et une riche histoire coloniale.

Micronésie (702 km²) - Archipel du Pacifique occidental, constitué de quatre États fédérés avec une grande diversité culturelle.

Singapour (728 km²) - Cité-État insulaire en Asie du Sud-Est, connue pour son développement économique, ses gratte-ciel et sa propreté.

Voici les astuces efficaces pour enlever une tache de gras sur un meuble en bois

Qu'il s'agisse du précieux mobilier de famille ou de la table basse en palette fabriquée main par votre moitié, tous les meubles en bois méritent un entretien spécial, particulièrement quand ils se retrouvent tachés.

Le bois, c'est beau, c'est noble, c'est chaleureux, mais c'est fragile. Un verre d'eau posé sans sous-verre, et voilà qu'apparaît une auréole blanchâtre sur la commode en bois ciré de mamie. Une casserole apportée à la va-vite, et la table de la salle à manger se retrouve marquée d'un cercle noir. Des enfants laissés sans surveillance, et le meuble en chêne de la télé est recouvert de dessins au feutre, quand ce n'est pas le plan de travail de la cuisine fraîchement installé qui est baptisé de ses premières taches de graisse ou de vin. Il n'est pas impossible de venir à bout d'une tache sur du bois, selon le contexte. En utilisant les produits appropriés et la bonne méthode, vous pourrez nettoyer votre meuble sans passer par la case ponçage.

Détacher de la saleté incrustée sur du bois brut et du bois verni

Que vos meubles en bois soient en bois brut ou en bois verni, de la poussière et du gras se déposeront dessus au fil du temps et finiront par les encrasser fortement. Pour les nettoyer en profondeur, utilisez un mélange de bicarbonate de soude et de savon noir pour retirer le surplus gras, ou bien un mélange de vinaigre blanc et d'huile d'olive que vous appliquerez sur votre meuble à l'aide d'un chiffon en microfibre. Laissez agir quelques instants, puis frottez délicatement avec des mouvements circulaires. Rincez à l'eau claire avec un chiffon humide, et séchez votre meuble.

Bicarbonate, citron, liquide vaisselle... : comment retirer des taches tenaces

sur le bois ?

Certaines taches comme le gras, le vin ou l'encre peuvent s'avérer particulièrement tenaces selon la typologie du bois de votre meuble. Pour retirer l'encre, versez un peu de liquide vaisselle dans de l'eau tiède, et tamponnez avec un linge propre. Pour le vin et le café, frottez du jus de citron sur la tache (si votre meuble est brut, vous pouvez déposer quelques gouttes d'essence de térébenthine, et s'il est verni, vous pouvez frotter en douceur la tache avec de la pierre d'argile). Pour les traces d'eau, frottez dans le sens des veines du bois avec un bouchon de liège comme vous le feriez avec une gomme d'écolier. Si vous faites face à une tache de gras fraîche, déposez dessus du sel ou du bicarbonate de soude pour absorber le gras, puis nettoyez en suivant l'un des conseils ci-dessous.

Comment nettoyer une auréole de graisse sur une table ou un meuble en bois naturel ?

Déposez sur votre tache de graisse une bonne couche de terre de Sommières recouverte d'un papier absorbant. Passez votre fer à repasser chaud juste au-dessus sans toucher le papier en réalisant des mouvements circulaires, puis rincez à l'eau claire avec un chiffon humide. Si la tache est ancienne, mélangez trois cuillerées à soupe de bicarbonate de soude et dix gouttes d'huile essentielle de Tea tree dans 250 millilitres d'eau chaude. Frottez délicatement les fibres du bois avec une brosse à poils doux, puis rincez. Répétez l'opération autant de fois que nécessaire.

Doit-on dire "de nouveau" ou "à nouveau" ?

Les explications et les exemples qui vont suivre vous aideront à savoir quand devoir utiliser "de nouveau" ou "à nouveau". En effet, il existe une subtile différence entre ces locutions, mais de nos jours, ce n'est plus tout à fait une faute de français.

La langue française est truffée de nuances qui entraînent des fautes. L'une d'elles est la différence entre "de nouveau" et "à nouveau". Une petite préposition change le sens de ces locutions. Néanmoins, des usages abusifs finissent par être acceptés par les dictionnaires : "L'emploi de à nouveau pour de nouveau est aujourd'hui si fréquent que l'on ne peut plus le tenir pour fautif" (Larousse). La confusion consiste à utiliser "à nouveau" au lieu de "de nouveau". À l'origine, "à nouveau" signifie "une fois de plus", mais d'une manière différente ou "sur de nouvelles bases" pour Le Petit Robert. Exemple : ma grand-mère doit à nouveau remplir ces documents. Il est sous-entendu ici que ma grand-mère n'avait pas rempli ces documents correctement. Et initialement, "de nouveau" signifie "encore une fois".

Quand utiliser "de nouveau" ?

Certaines fautes de français écorchent les oreilles de nombreuses personnes, comme utiliser "c'est des" au lieu de "ce sont des". D'autres passent souvent inaperçues et peuvent même se faire une place officielle dans la langue française. Toutefois, et surtout à l'écrit dans un langage soutenu, confondre "à nouveau" et "de nouveau" demeure critiqué. Retenez que "de nouveau" exprime non pas une nouveauté, mais une simple répétition. Le rhume est fréquent en hiver, et c'est la deuxième fois que vous en souffrez ce mois-ci : je suis de nouveau malade, et non "à nouveau malade". Vous avez manqué un rendez-vous, et cela s'est déjà produit : j'ai de nouveau manqué mon

rendez-vous. Utiliser des mots dans un mauvais contexte n'est pas rare en français, comme lorsque l'on confond les mots "nommé" et "nominé".

Comment utiliser "à nouveau" ?

Si vous voulez faire preuve d'exactitude, utilisez "à nouveau" pour exprimer le fait qu'il y a une différence. Exemples : "Jeanne a à nouveau trouvé un pull" : ce n'est pas le même pull que la dernière fois ;

"le travail de Paul est médiocre ; il doit à nouveau faire des recherches pour son devoir" : les recherches initiales n'étaient pas les bonnes ;

"tu as raté ton gâteau, Pierre, mais tu peux le préparer à nouveau" : Pierre va sûrement devoir utiliser d'autres ingrédients.

Dire "de nouveau" dans ces phrases serait un usage abusif ou impropre. "Du coup" est un autre bon exemple d'un usage maladroit, souvent utilisé dans le sens de "par conséquent", alors que cela signifie "aussitôt". À savoir aussi que des "fautes" n'en sont pas toujours – par exemple, "un" après-midi et "une" après-midi sont acceptés.

Quel est le synonyme de "à nouveau" ?

"Après une énième attaque, le pirate doit à nouveau réparer son bateau." Sans trahir l'idée que les réparations ne sont pas nécessairement les mêmes que les fois précédentes, on peut dire que le pirate doit réparer son bateau une nouvelle fois ou une fois de plus, mais on ne peut pas dire "de nouveau" pour "à nouveau".

Santé

Sport : les compléments alimentaires sont dangereux pour la santé, voire mortels, alerte l'Anses

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire et alimentaire nationale (Anses) alerte une nouvelle fois sur les dangers pour la santé des compléments alimentaires sportifs et des aliments enrichis en protéines, acides aminés ou extraits de plantes.



Les compléments alimentaires sont "des denrées alimentaires dont le but est de compléter un régime alimentaire normal et qui constituent une source concentrée de nutriments ou d'autres substances ayant un effet nutritionnel ou physiologique (chimique)", peut-on lire sur le site du ministère de la santé et des solidarités. Ces produits peuvent contenir des ingrédients traditionnels comme de la gelée royale ou des produits chimiques comme l'acide aminé. Ils sont généralement utilisés par les culturistes ou les sportifs pour renforcer leur masse musculaire ou perdre de la graisse. Pourtant, un usage excessif de ces compléments alimentaires peut entraîner des effets indésirables comme de la tachycardie ou des accidents vasculaires cérébraux. Pour cause, entre 2009 et 2016, 49 signalements d'effets indésirables ont été déclarés et deux décès ont été enregistrés, rapporte l'Anses dans un communiqué. Ce mercredi 17 juillet 2024, l'agence lance une nouvelle alerte sur les dangers de la consommation de ces produits alimentaires.

Vertiges, malaises, troubles digestifs, AVC...

Dans son dernier communiqué, l'Anses alerte sur les effets indésirables "très graves" des compléments alimentaires et aliments enrichis destinés aux sportifs. En effet, plusieurs signalements sont remontés à la direction de l'institution entre 2016 et 2024. 154 nouveaux cas d'effets indésirables lui ont été signalés par des médecins, des pharmaciens, des centres anti-poisons ou par les consommateurs eux-mêmes. L'utilisation de ces compléments alimentaires a provoqué des problèmes cardio-vasculaires avec des tachycardie, des palpitations voire des arrêts cardiaques. L'Anses note aussi des cas de vertiges, des malaises, des troubles digestifs ou rénaux, des problèmes de foie, de la fatigue, des troubles anxieux et des accidents vasculaires cérébraux. En cause ? Ces aliments contiennent parfois des ingrédients interdits à la consommation et dangereux pour la santé, mais qui ne sont pas mentionnés dans l'emballage des produits : "Certains ingrédients tels que les stéroïdes anabolisants, le clenbutérol et l'éphédrine sont interdits à la consommation notamment en raison de leurs nombreux effets indésirables sévères sur l'activité cardiovasculaire. Leur présence dans les compléments alimentaires constitue ainsi une fraude et peut exposer le sportif consommateur, au-delà des risques pour la santé, à un résultat analytique anormal (« contrôle positif ») lors d'un contrôle antidopage.", explique l'agence dans son communiqué.

Quelles alternatives ?

De façon générale, l'Anses recommande d'être vigilant sur la composition des produits consommés. Il vaut mieux choisir des aliments conformes à la norme européenne d'antidopage EN 17444:2021 de l'AFNOR et éviter de les acheter sur internet. Par ailleurs, l'agence conseille également de ne pas mélanger différents produits ni de les associer à des médicaments. Avant d'en consommer, il est préférable de demander l'avis d'un professionnel de santé ou d'un diététicien sportif.

La pilule est-elle cancérigène ?

Les pilules contraceptives empêchent l'ovulation et réduisent considérablement les risques de grossesse non désirée. Dans 80 à 90% d'usage de la pilule, l'absence de grossesse est probante. Ce qui témoigne de l'efficacité des pilules. Mais à quel risque ?

Lorsqu'un couple ne désire pas d'enfant, il peut recourir à tous les moyens contraceptifs afin d'éviter les grossesses inattendues. Généralement, certaines femmes sont contraintes d'utiliser la pilule orale qui semble le moyen plus sûr. Toutefois, si cette méthode paraît rassurante, elle peut avoir des risques à long terme selon les scientifiques. On vous dit tout.

Quelle est la fonction de la pilule ?

La pilule contraceptive est également appelée "la pilule" ou encore "le contraceptif oral". Il s'agit d'un médicament oral qui est utilisé pour prévenir la grossesse. Normalement, ce médicament contient des hormones synthétiques. Il est question d'une combinaison d'œstrogène et de progestatif qui agissent tous deux, de diverses manières afin d'empêcher la fécondation. Comment cela fonctionne ?

Comment fonctionne la pilule lorsqu'elle est prise ?

D'abord, ces hormones empêchent l'ovulation. C'est-à-dire qu'elles bloquent temporairement la libération d'un ovule par les ovaires. Ensuite, elles vont épaissir la glaire cervicale afin de la rendre plus difficile pour les spermatozoïdes. Ce qui les empêchera de pénétrer dans l'utérus. Enfin, elles vont aussi modifier la paroi de l'utérus. L'objectif vise à rendre l'implantation de l'ovule fécondé moins probable.

La prise de la pilule fonctionne-t-elle vraiment ?

Généralement, la prise de la pilule est recommandée par les plus grandes institutions du monde telles que l'OMS qui témoigne que cette contraception serait très efficace contre les grossesses non-désirées. Certains scientifiques révèlent même que la pilule contraceptive est très efficace lorsqu'elle est prise correctement, avec un taux d'efficacité supérieur à 99,5% selon le site The Conversation. Dans le cas d'une prise ponctuelle manquée, elle serait efficace à 93%. Puis, en cas de prise extrêmement différée, son efficacité peut considérablement diminuer. En plus de la prévention de la grossesse, la pilule est parfois prescrite pour réguler les cycles menstruels. Et à côté de cela, elle aide à réduire également les douleurs menstruelles, et traiter aussi des affections comme le syndrome des ovaires polykystiques et l'endométriose.

Est-ce dangereux de prendre la pilule pendant longtemps ?

L'usage prolongé de la pilule contraceptive suscite de plus en plus d'interrogations sur ses effets sur la santé à long terme. Certaines études présentent les bienfaits de la

pilule sur le long terme. D'autres révèlent l'effet contraire de ces produits pharmaceutiques.

Les avantages de la pilule sur la santé

Selon certaines informations combinées à des études scientifiques, la pilule est généralement sûre pour la majorité des femmes lorsqu'elle est utilisée sous la supervision d'un médecin de cette dernière. Les études de la National Library of Medicine (NLH) "L'utilisation de contraceptifs oraux confère une protection à long terme contre le cancer de l'endomètre". Dans cette étude on peut même lire que "environ 400 000 cas de cancer de l'endomètre avant l'âge de 75 ans ont été évités au cours des 50 dernières années (1965-2014)". Ce qui sous-tend que la pilule peut avoir des effets thérapeutiques préventifs de certaines formes de cancer. C'est d'ailleurs ce que soutiennent les docteurs et scientifiques qui ont notamment publié cette étude sur le site américain "Jama" Une affirmation soutenue en 2019 chez nos confrères du Figaro Santé par le Pr Philippe Duruelle, Professeur d'obstétrique et de gynécologie à la maternité Arnaud de Villeneuve du CHU de Montpellier et à la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes.

Les risques de la pilule sur le long terme !

Toutefois, certains risques existent. Et c'est ce que vous pouvez lire sur le site de la BBC. Dans cet article paru en 2023, l'auteur explique que l'usage de la pilule chez les femmes qui fument peut être problématique. Nous pouvons lire ceci qu'il existe de potentiels risques qui sont très importants concernant "l'augmentation de certaines maladies cardiovasculaires (infarctus, accident vasculaire cérébral) et de formation de caillots de sang dans les veines, surtout chez les femmes qui fument". En plus, d'autres sources telles que la société Canadienne du Cancer, The New England Journal of Medicine (NEJM), l'Institut du Sein Henri Hartmann, ont révélé ceci : "Le risque de cancer du sein était plus élevé chez les femmes qui utilisaient actuellement ou récemment des contraceptifs hormonaux contemporains que chez les femmes qui n'en avaient jamais utilisés, et ce risque augmentait avec la durée d'utilisation". Donc, il y a potentiellement un risque de cancer du sein lié à l'usage de la pilule contraceptive sur le long terme comme le témoigne cette étude scientifique financée par "the Novo Nordisk Foundation" et qui figurent sur le site du NEJM.

Sciences

Pour atterrir sur la Lune : il vous faudra attendre environ 13 heures de vol

La distance entre la Terre et la Lune est d'environ 380 000 kilomètres. Les premières missions lunaires, comme Apollo 11, ont nécessité plus de trois jours pour atteindre ce satellite naturel. Grâce aux avancées technologiques, les fusées modernes peuvent maintenant accomplir ce voyage en moins de 14 heures. Découvrez tous les détails !

La Lune a un rayon qui mesure 1737 km², elle se trouve à une distance d'approximativement 380 000 km de la Terre. Ce satellite naturel s'est probablement formé suite à la collision d'un corps de la taille de Mars (soit environ la moitié de la taille de notre planète) avec la Terre. L'influence de la Lune sur la planète Terre est considérable. Grâce à la Lune, la Terre est devenue une planète plus habitable. Celle-ci modère en effet l'oscillation de la Terre sur son axe et conduit à un climat relativement stable. Elle provoque également des inondations et des marées. Il faudra attendre 1959 pour qu'une série d'études menées par l'agence spatiale américaine, la NASA (National Aeronautics and Space Administration), permette la mise au point de techniques permettant d'envoyer l'homme sur la Lune.

Est-il possible de voyager sur la Lune ?

Il est possible d'aller sur la lune comme le martèle l'histoire du premier homme qui a posé les pieds sur la lune. Il s'agit à cet effet de Neil Armstrong en 1969 lors de la mission Apollo 11. Après lui, plusieurs autres y ont été selon les manuels scientifiques d'histoires. Voici une liste des Américains qui y ont été :

Buzz Aldrin 21 juillet 1969

Charles Conrad 19 au 20 novembre 1969

Alean Bean 19 au 20 novembre 1969

Alan Shepard du 5 au 6 février 1971

Edgar Mitchel du 5 au 6 février 1971

David Scott 31 juillet au 2 août 1971

James Irwin 31 juillet au 2 août 1971

John Young du 21 au 23 avril 1972

Charles Duke du 21 au 23 avril 1972

Eugène Cernan du 11 au 14 décembre 1972

Harrison Schmitt du 11 au 14 décembre 1972

En clair, il est donc possible selon l'histoire de la science, d'aller sur la lune. Et, si vous souhaitez faire partie de la prochaine mission, vous devez suivre des cours d'astronautes et valider tous les modules avec succès.

Voici les techniques pour voyager sur la Lune !

Les techniques validées par la NASA sont au nombre de 3.

La première consiste à envoyer un vaisseau directement sur la Lune. Cette ascension est réalisée par une fusée qui lance un vaisseau en sa direction. L'ensemble atterrit sans qu'il n'y ait ni orbite terrestre de stationnement ni orbite autour de la Lune. Concernant la seconde approche, un vaisseau est lancé depuis l'orbite terrestre, ses composants sont envoyés à l'aide de deux fusées (minimum). Puis ils sont assemblés en orbite par les astronautes depuis une station spatiale. Pour la troisième technique, un vaisseau composé de 2 modules distincts est lancé. Le module lunaire atterrit sur la Lune avec une partie des astronautes, il les ramène ensuite au module de commande. Ce dernier reste en orbite autour de la Lune le temps de l'exploration, puis ramène l'équipage sur Terre. C'est quoi la durée pour aller sur la Lune ?

C'est en 1969 que l'astronaute Neil Armstrong est devenu le premier homme à avoir marché sur la Lune via la mission Apollo 11. Le trajet a duré précisément 73 heures, soit environ 3 jours. Mais le retour a pris 11 heures de moins qu'à l'aller.

Insolites

la robe d'Arielle Dombasle comparée à une lampe Ikea... par Ikea

La chanteuse a interprété sa chanson « Olympics » le 14 juillet dans une robe blanche très originale, ce qui n'a pas échappé au fabricant de meubles suédois.

JEUX OLYMPIQUES - C'est une performance scénique qui n'est pas passée inaperçue, loin de là. Le dimanche 14 juillet, à l'occasion du passage de la flamme olympique à Paris, Arielle Dombasle a livré une interprétation en live de sa chanson Olympics devant l'Hôtel de Ville. À l'aube des JO de Paris 2024, la prestation de la chanteuse a été largement commentée sur les réseaux sociaux. Et même Ikea y est allé de sa petite plaisanterie. Perruque blanche façon Sia, écharpe tricolore et robe moulante blanche pourvue d'anneaux intégrés ressemblant à des ressorts, Arielle Dombasle a fait le show en plein cœur de la capitale, entourée de danseurs. Sa performance sur son « hymne » des JO intitulé Olympics a beaucoup fait réagir sur les réseaux sociaux.

Chelsea « approché » par ses rivaux de Premier League pour le transfert d'un joueur de 22 ans

Newcastle United a pris contact avec Chelsea pour discuter d'un contrat estival pour l'attaquant Noni Madueke, selon un rapport.

Le joueur de 22 ans a connu un succès mitigé sous la direction de Mauricio Pochettino lors de la campagne 2023-24, faisant 34 apparitions dans toutes les compétitions et marquant huit buts et trois passes décisives.

Au milieu d'une concurrence féroce pour les départs sur les côtés de joueurs comme Raheem Sterling, Cole Palmer et Mykhaylo Mudryk, Madueke n'a joué que 13 matches de Premier League depuis le premier coup de sifflet en 2023-24.

Cependant, l'ancien joueur du PSV Eindhoven a effectué neuf de ces titularisations lors des neuf derniers matches de Chelsea de la nouvelle saison, même s'il reste à voir comment il s'en sort sous la direction du nouveau patron Enzo Maresca.

Le contrat de Madueke à Stamford Bridge court jusqu'à l'été 2030 avec une option de 12 mois supplémentaires, mais selon Football Insider, le joueur de 22 ans fait désormais l'objet d'un intérêt de la part de Newcastle.

Madueke « sur la liste des trois finalistes de Newcastle »

Les hommes d'Eddie Howe espèrent apparemment renforcer leurs options sur le côté droit de l'attaque, et ils ont maintenant approché Chelsea pour discuter d'un accord pour Madueke.

L'international anglais des moins de 21 ans serait l'un des trois joueurs sur la liste de souhaits de Newcastle pour un nouvel ailier, qui comprend également Jarrod Bowen de West Ham United et Crysencio Summerville de Leeds United.

Les Magpies - aux côtés de Chelsea - étaient censés être l'une des parties intéressées par Michael Olise, mais le Bayern Munich a finalement remporté la course

pour l'éloigner de Crystal Palace.

Newcastle considère Madueke comme une option plus réaliste, et ils sont censés être « bien placés » pour conclure un accord, mais le rapport ajoute qu'aucune discussion formelle n'a commencé depuis que les géants du Nord-Est ont fait leur première approche.

Bien que Chelsea puisse être réceptif aux offres pour Madueke, ils attendront un profit sur les 29 millions de livres sterling qu'ils ont payés pour l'amener à Stamford Bridge depuis le PSV Eindhoven à mi-chemin de la saison 2022-23.

L'ailier a neuf buts et trois passes décisives à montrer en 46 matches avec le maillot des Blues depuis son retour en Angleterre, après avoir déjà représenté Crystal Palace et Tottenham Hotspur au niveau des jeunes.

Quels autres joueurs indésirables Chelsea pourrait-il vendre ?

Laisser partir Madueke pourrait bien s'avérer être une erreur de la part de la hiérarchie de Chelsea, car le joueur de 22 ans s'avère souvent une menace sur le côté droit, mais les comptes doivent être équilibrés à Stamford Bridge.

L'avenir de son compatriote ailier Mudryk est également remis en question, tandis que Romelu Lukaku et Armando Broja - de retour de leurs prêts respectifs à la Roma et à Fulham - ne devraient pas non plus rester très longtemps.

Plus loin, la situation de Conor Gallagher n'est pas encore résolue, car le milieu de terrain pourrait encore partir gratuitement en 2025, tandis que Kepa Arrizabalaga, Malang Sarr et Trevoh Chalobah pourraient également être sur la sellette.

Manchester United « prend une décision » sur le transfert du milieu de terrain de 54,1 millions de livres sterling après une saison malchanceuse »

Selon certaines informations, Manchester United aurait décidé s'il était prêt à vendre Mason Mount cet été après sa première saison difficile à Old Trafford.

L'ancienne star de Chelsea a été achetée pour 54,1 millions de livres sterling par les Blues à l'été 2023, rejoignant ainsi l'une des trois arrivées phares aux côtés de Rasmus Hojlund et Andre Onana.

Cependant, alors que ces deux derniers ont consolidé leur place dans l'alignement d'Erik ten Hag au cours de la campagne 2023-24, Mount a été cruellement frappé par des blessures et n'a joué que 20 matches pour les Red Devils.

L'international anglais n'a réussi qu'un seul but et une seule passe décisive au cours du processus, et ses difficultés l'ont sans surprise conduit à manquer une place dans l'équipe des Trois Lions pour l'Euro 2024.

Le joueur de 25 ans a au moins terminé la campagne avec une médaille de vainqueur de la FA Cup autour du cou, et son contrat au Théâtre des Rêves court pour quatre saisons supplémentaires, avec une option de 12 mois supplémentaires.

Manchester United « ne vendra pas Mount » au milieu des rumeurs de transfert

Cependant, il a été suggéré que les Red Devils pourraient réduire leurs pertes à Mount cet été, alors qu'Erik ten Hag cherche à lever des fonds pour une poignée de nouvelles arrivées, notamment des renforts au milieu de terrain et en attaque.

Cependant, selon Fabrizio Romano, Manchester United n'a pas l'intention de laisser l'ancien joueur de Chelsea quitter le club dans la fenêtre actuelle, et le joueur lui-même est également désireux de faire ses preuves sous Ten Hag la saison prochaine.

Mount a été limité à seulement cinq départs en Premier League et un en Ligue des champions en 2023-24, mais il a déjà été nommé dans le onze de départ à deux reprises en pré-saison.

Le joueur de 25 ans a disputé 45 minutes lors de la

défaite 1-0 des Red Devils contre Rosenborg et a conservé sa place dans le onze de départ pour le choc de samedi contre les Rangers, où il a préparé le premier but d'Amad Diallo en première mi-temps.

Mount pourrait avoir un rôle important à jouer pour Ten Hag la saison prochaine s'il évite le même sort de blessure que lors de sa première saison, d'autant plus que sa polyvalence lui permet de fonctionner sur le côté, en tant que numéro 10 ou dans un rôle de milieu de terrain plus profond.

Quels milieux de terrain Manchester United pourrait-il acheter et vendre cet été ?

Alors que Mount aura une autre chance de prouver sa valeur à Ten Hag, d'autres milieux de terrain semblent sur le point de quitter le club cet été, après le départ de Donny van de Beek et Shola Shoretire.

Le vétéran brésilien Casemiro devrait être l'un d'entre eux, et il existe toujours une incertitude sur l'avenir à long terme de Scott McTominay, pour qui Manchester United aurait refusé une offre de Fulham.

Christian Eriksen et Hannibal Mejbri pourraient également partir si une bonne offre est présentée, et une vague de départs ferait de la place pour quelques arrivées, notamment Manuel Ugarte du Paris Saint-Germain.

Les Diables Rouges auraient trouvé un accord personnel avec l'international uruguayen et feraient également des progrès du côté du club, tandis qu'ils auraient également été pressentis pour raviver leur intérêt pour Adrien Rabiot.

Ten Hag a essayé et échoué à le faire venir à Old Trafford en 2022, mais le Français est désormais un agent libre après avoir épuisé son contrat avec la Juventus.

Rabiot, et maintenant ?

Cinq saisons après son arrivée, Adrien Rabiot a décidé de quitter la Juventus. Libre comme l'air, le milieu de terrain français a l'embarras du choix pour son avenir.

Adrien Rabiot (29 ans) n'est pas du genre à ce qu'on lui dicte ses choix. Après le Paris Saint-Germain, c'est la Juventus qui a vu le milieu de terrain français lui filer entre les doigts. En effet, le vice-champion du monde a encore une fois honoré son engagement jusqu'au bout et se retrouve libre comme l'air malgré une proposition de prolongation avec à la clé, un nouveau bail de deux années, rémunéré à hauteur de 7,5 millions d'euros net par saison. -

Manchester United, l'option privilégiée ?

Son départ de la Vieille Dame, avec qui il avait pourtant un rôle de taulier et qui lui a même permis d'obtenir le brassard sur certaines rencontres, est-il motivé par l'argent ? Lui seul a la réponse. La seule chose dont on peut être sûr, c'est que le Bleu dispose désormais d'une grande marge de manoeuvre pour négocier un juteux contrat avec la possibilité de bénéficier d'un salaire revalorisé ainsi qu'une belle prime à la signature. Des conditions que Manchester United peut lui offrir. Ce n'est pas un secret, le natif de Saint-Maurice en banlieue parisienne rêve de jouer en Premier League. Cela tombe bien, le pensionnaire d'Old Trafford, avec qui le contact n'a jamais été rompu - il a failli y signer il y a un an - recherche activement un joueur supplémentaire pour son entrejeu. Avec la venue souhaitée de Manuel Ugarte, estimé à 70 millions d'euros par le Paris Saint-Germain, attirer un joueur libre de ce calibre serait une excellente affaire.

Le PSG hors course, pas le Real Madrid

Le Paris Saint-Germain, Rabiot ne devrait pas y retourner. Malgré les rumeurs l'envoyant dans son club de coeur, le Tricolore n'est pas emballé par cette option. «C'est très flatteur. Après, cela reste quand même compliqué quand on sait comment cela s'est terminé. Bien sûr, dans le football, il ne faut fermer aucune porte mais ce ne sera pas ma priorité», expliquait le milieu de terrain de l'équipe de France, mi-mars, lors d'un rassemblement. Autre option, et non des moindres, le Real Madrid. Avec le départ à la retraite de Toni Kroos, la Maison Blanche n'est pas contre la venue d'un joueur expérimenté à coût zéro, encore plus d'un Français proche de Kylian Mbappé. La présence de Carlo Ancelotti, l'entraîneur qui a lancé Rabiot dans le monde professionnel, pourrait être un atout considérable à ne pas négliger. Une piste crédible pour un joueur qui va prochainement trancher dans le vif. -

Actualité sur les transferts de Manchester United : Ten Hag lève le voile sur les projets de transfert de De Ligt

Erik ten Hag a levé le voile sur l'activité de transfert de Manchester United et les spéculations liant le club au défenseur central du Bayern Munich Matthijs de Ligt.

Alors que les transferts estivaux s'intensifient après la conclusion de l'Euro 2024 et de la Copa America, United a fait des progrès significatifs pour renforcer son équipe.

Le nouveau copropriétaire Sir Jim Ratcliffe a déjà apporté des changements radicaux à son back-office, en faisant appel à Dan Ashworth comme nouveau directeur sportif du club et à Omar Berrada comme nouveau directeur général.

Ce mois-ci, les Red Devils ont finalisé les transferts de l'attaquant Joshua Zirkzee de Bologne et du jeune défenseur très bien noté Leny Yoro de l'équipe de Ligue 1 de Lille.

De plus, United serait intéressé par plusieurs autres joueurs, dont Manuel Ugarte, Adrien Rabiot, Jarrad Branthwaite et De Ligt.

Ten Hag explique la situation du transfert de De Ligt

Pendant le tournoi Euro 2024, de nombreux rapports ont suggéré que United avait déjà convenu de conditions personnelles avec De Ligt, et dans une récente interview, Ten Hag a évoqué les plans du club concernant la signature potentielle de la star du Bayern Munich.